CONSEIL GENERAL DE TARN-ET-GARONNE

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE

Séance du 29 avril 2013

CP 13/04-30

L'an deux mille treize, le 29 avril à 17 h 00, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Présents ou ayant donné procuration de vote: MM. Baylet, Empociello, Cambon, Massip, Astoul, Albert, Gonzalez, Descazeaux, Roger, Roset, Hébral, Marty, Lavabre, Capayrou et Quéreilhac.

TRANSPORTS PUBLICS ROUTIERS INTERURBAINS DE PERSONNES

J'ai l'honneur de proposer à votre examen quelques questions relatives au fonctionnement et à la mise à jour du Réseau Départemental de Transport Scolaire Routier Interurbain.

Je vous présente également des demandes de transport scolaire pour élèves à mobilité réduite et quelques questions diverses.

Je vous demande de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces propositions qui ont été soumises, pour avis, à la Commission des Transports du 28 mars 2013.

I – CREATION, RESTRUCTURATION OU MODIFICATION DE SERVICES

1. Proposition de création du service à titre principal scolaire n° 01-18 « Bourret « Les Gourdis »-Beaumont-de-Lomagne » jumelé au service n° 01-19 « Gimat-RPI Faudoas-Le Cause »

a) service 01-18 : Lors de la dernière rentrée scolaire, Madame le Maire de Montain m'a interpellé sur le fait que son village n'était pas desservi vers les établissements de Beaumont-de-Lomagne.

En effet, en dépit du fait que la commune est, pour l'instant, rattachée au collège Jean de Prades de Castelsarrasin, les enfants fréquentent l'école primaire de Larrazet et sont donc naturellement orientés vers Beaumont-de-Lomagne.

Le rattachement de la commune de Montain au collège Théodore Despeyrous de Beaumont-de-Lomagne est d'ailleurs prévu à brève échéance (rentrée 2014).

A ce jour, pour rallier Beaumont-de-Lomagne, les élèves de Montain doivent être acheminés et repris en charge à Bourret ou à Larrazet, ce qui génère des difficultés pour les parents qui travaillent et de l'insécurité pour les adolescents qui sont laissés aux points d'arrêt très tôt le matin et jusqu'à très tard le soir.

Au titre de la présente année scolaire, 3 enfants de Montain sont inscrits à Beaumont-de-Lomagne.

J'ai informé Madame le Maire de Montain qu'il n'était pas possible, compte tenu de la topographie des lieux, ainsi que du grand gabarit du véhicule qui assure la relation Montauban-Beaumont-de-Lomagne, de desservir sa commune.

Je lui ai également indiqué qu'il ne pouvait être envisagé de créer un arrêt le long de la RD 928 en raison de la dangerosité et de la fréquentation de cette route (un piéton usager d'un transport routier commercial y a trouvé la mort voici quelques années).

En revanche, je lui ai assuré qu'une solution serait trouvée pour pallier ce défaut de service public, nonobstant le fait qu'elle engendrait la modification du schéma actuel du réseau de transport scolaire.

Après enquête sur le secteur, je vous propose donc la création d'un service dont la définition serait « Bourret « Les Gourdis »-Beaumont-de-Lomagne » via Montain. Ce service serait effectué avec un véhicule de 22 places maximum et aurait une durée de 25 minutes pour une distance de 26 km.

En plus de desservir le centre-bourg de Montain, je propose de fixer son départ à Bourret (Les Gourdis sur la RD 928), ce qui délesterait la ligne Montauban-Beaumont en effectif (6 élèves) et l'allègerait en temps. Par ailleurs, nous pourrions optimiser ce service en desservant également les villages de Labourgade et de Lafitte, ce qui supprime également une dizaine d'élèves sur la ligne Castelsarrasin-Beaumont et constitue, là encore, un gain de temps ainsi qu'une minoration financière.

b) service 01-19: je sou mets par ailleurs à votre avis la création d'un service supplémentaire sur le Regroupement Pédagogique Intercommunal (RPI) Faudoas-Le Cause.

En effet, actuellement, deux services sont affectés à cette structure :

- 01-09 : Maubec/Faudoas : 32 km - 1 H 00 - 26 élèves
- 01-12 : Faudoas/Le Cause : 27 km - 50 mn - 27 élèves

La durée importante de temps de transport que subissent ces enfants a déjà fait l'objet, pour la présente année scolaire, de courriers de réprobation de la part des familles. Par ailleurs, la topographie des dessertes à effectuer nous contraint à affecter des véhicules de 22 places qui s'avèrent très justes en capacité pour acheminer l'effectif présent quotidiennement. Enfin, dans l'optique du passage de la semaine à 4,5 jours dès la rentrée 2013, ces services ne pourraient être réalisés en enchaînement avec ceux des collèges et lycée de Beaumont.

Je propose donc la création d'un troisième service (01-19) dont la définition serait « Gimat-RPI Le Cause-Faudoas » et qui serait jumelé au 01-18 « Bourret-Beaumont-de-Lomagne » via Montaïn.

L'itinéraire de ce service serait le suivant :

- Gimat lieu-dit « Esquiro » ; Marignac centre bourg ; Faudoas lieu-dit « Brounan » ; Maubec lieu-dit « Le Herrin » ; Maubec lieu-dit « Les Escarnots » ; Maubec centre bourg ; Le Cause lieu-dit « En bache de Bas » ; Le Cause Ecole ; Faudoas Ecole.

Sa durée serait de 30 minutes et sa distance de 23 km. L'effectif transporté serait d'environ 18 élèves pour un véhicule de 22 places.

Ainsi, les services 01-09 et 01-12 décrits précédemment auraient également une durée de 30 minutes chacun et une distance respective de 21 et 15 km. Ils transporteront aussi une vingtaine d'enfants.

Je vous prie, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver ces créations.

Dans l'affirmative, je vous demande d'approuver le lancement d'un appel d'offres selon les termes de l'article 28 du Code des Marchés relatif à la procédure adaptée et ce, afin d'attribuer ces services à l'échéance de la rentrée 2013 pour la durée de l'année scolaire 2013-2014.

La Commission des Transports du 28 mars 2013 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

2. Modification du service à titre principal scolaire n° 05-27 « Montbarla-Ecole de Lauzerte » exploité par l'entreprise Bas Quercy Auto

Actuellement, le service n° 05-28 « Castelsagrat-Lauzerte », exploité par l'entreprise Translomagne, est un service « mixte » qui achemine les élèves de Montagudet à l'école de Lauzerte. Ce service dispose de 21 places et compte, à ce jour, un effectif théorique de 23 élèves.

Par ailleurs, le service n° 05-27 « Montbarla-Lauzerte » est, lui, un service dédié aux élèves de 1er degré scolarisés à Lauzerte et n'achemine actuellement que 4 élèves.

Nous proposons de restructurer les deux services en affectant les élèves de 1er degré de Montagudet sur le circuit 05-27.

Cette opération, qui n'entraîne aucune incidence financière, présente plusieurs intérêts :

- elle « soulage » le 05-28 de 5 places ;
- et elle « consolide » le service 05-27 dédié au 1er degré en offrant de surcroît aux jeunes élèves de Montagudet un acheminement direct jusqu'à leur école (actuellement ils ont rupture de charge au droit du collège) et une prise en charge 5 minutes plus tard (8 h 10).

La définition et l'itinéraire du service 05-28 seraient sans changement (Montagudet reste desservie pour les élèves du collège de Lauzerte).

En revanche, le service n° 05-27 devient « Montagudet-Lauzerte », son itinéraire est le suivant :

Départ commune de Montagudet lieu-dit « Pétral Bas » ;
Desserte de Montagudet, lieu-dit « Poutou » ;
Desserte de Montagudet, 15 218 ;
Desserte de Montbarla, lieu-dit « St-Georges » ;
Desserte de Montbarla, lieu-dit « Coustèges » ;
Desserte de St-Amans-de-Pellagal, lieu-dit « Bernadou » ;
Desserte de Lauzerte, lieu-dit « Ste-Claire » ;
Desserte de Lauzerte, lieu-dit « Lous Brezies » ;
Arrivée Lauzerte, Ecole.

Ce service aura une durée de 40 minutes environ pour 21 km par rotation et, pour l'instant, un effectif de 9 élèves pour 15 places offertes (à noter que certaines familles inscriront leurs enfants au réseau de transport scolaire dans la mesure où ils peuvent être acheminés directement à leur école par un petit véhicule).

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir entériner les conditions administratives et techniques de ce dossier **approuvé dans son ensemble par la Commission des Transports du 28 mars 2013.**

II – PLAN D'AMENAGEMENT, DE SIGNALISATION ET DE SECURISATION DES ARRETS DU RESEAU DEPARTEMENTAL DE TRANSPORT INTERURBAIN – ANNEE 2012-

1. Demande d'acquisition et d'implantation d'un abribus urbain sur la commune de Verfeil-sur-Sèye, au centre-bourg

Monsieur le Maire de Verfeil-sur-Sèye sollicite l'acquisition et l'implantation, dans le cadre de la politique d'aménagement et de sécurisation des arrêts (financement 100 % Conseil Général) d'un abribus urbain, au centre-bourg, sur le site de sa commune.

Cet arrêt concerne des élèves du premier degré transportés vers Varen et ceux du second degré acheminés vers Saint-Antonin-Noble-Val, Caussade ou Montauban et représente un premier aménagement au centre du village.

Je propose donc de réaliser les interventions suivantes pour un montant global d'opération estimé à 4 576,59 € TTC :

- implantation d'un abribus urbain. La dépense à prévoir s'élève à 3 996,59 € TTC (soit 3 341,63 € HT) conformément au marché signé en l'espèce avec l'entreprise LACROIX SIGNALISATION ;

- implantation d'une signalisation verticale (1 panneau C6 complet) pour un montant de 580 € TTC.

Quant à la signalisation horizontale (zébra), elle serait tracée par les agents de la cellule entretien du service des transports.

Monsieur le Maire précise qu'il s'engage à faire réaliser par ses services techniques l'aménagement de la plate-forme destinée à accueillir l'abribus.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir vous prononcer sur les conditions administratives, techniques et financières de cette intervention et m'autoriser à signer, pour le compte du Département, l'avenant à la convention existante pour mise à disposition de la structure.

La Commission des Transports du 28 mars 2013 a émis un avis favorable sur l'ensemble de cette opération.

2. Demande d'acquisition et d'implantation d'un abribus urbain sur la commune de Goudourville, au Hameau de Lalande

Monsieur le Maire de Goudourville sollicite l'acquisition et l'implantation, dans le cadre de la politique d'aménagement et de sécurisation des arrêts (financement 100 % Conseil Général) d'un abribus béton rural, au Hameau de Lalande, sur le site de sa commune.

Cet arrêt concerne des élèves du second degré transportés vers le collège « Jean Rostand » et les lycées de Valence d'Agen et représente un premier aménagement à cet endroit.

Je propose donc de réaliser les interventions suivantes pour un montant global d'opération estimé à 4 407,20 € TTC :

- implantation d'un abribus rural. La dépense à prévoir s'élève à 3 827,20 € TTC (soit 3 200,00 € HT) conformément au marché signé récemment avec l'entreprise SAS BATAÏA PREFA ;

- implantation d'une signalisation verticale (1 panneau C6 complet) pour un montant de 580 € TTC.

Quant à la signalisation horizontale (zébra), elle serait tracée par les agents de la cellule entretien du service des transports.

Monsieur le Maire précise qu'il s'engage à faire réaliser par ses services techniques l'aménagement de la plate-forme destinée à accueillir l'abribus.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir vous prononcer sur les conditions administratives, techniques et financières de cette intervention et m'autoriser à signer, pour le compte du Département, l'avenant à la convention existante pour mise à disposition de la structure.

La Commission des Transports du 28 mars 2013 a émis un avis favorable sur l'ensemble de cette opération.

3. Aménagement et sécurisation des panneaux radars lumineux

Lors d'une réunion pour le vote de la DM2 de 2011, un point a été fait sur notre politique d'aménagement, d'équipement et de sécurisation des arrêts du réseau de transport qui se termine et consiste, désormais, à entretenir et pérenniser les investissements consentis qui s'élèvent, je vous le rappelle, à 1 750 000 € TTC. Nous avons néanmoins décidé, lors du vote du Budget Primitif du 12 mars 2012, d'accroître un peu plus notre engagement pour la sécurité des élèves en installant, sur certains points d'arrêt jugés les plus sensibles, des panneaux radars lumineux à but pédagogique.

Dans le courant de l'année 2012, 4 points ont été équipés à titre expérimental. Ils ont été déterminés, d'une part, parmi les arrêts pérennes de notre Plan de Transport et, d'autre part, parmi ceux situés en zone de limitation de la vitesse à 70 km/heure, sur des voies à forte circulation, savoir :

- commune de Castelsarrasin, lieu-dit « Brugeau », sur la RD 958 ;
- commune de Reyniès, lieu-dit « Saint-Martin », sur la RD 21 ;
- commune de Malause, lieu-dit « Saint-Exupéry », sur la RD 813 ;
- commune de Septfonds, lieu-dit « Dardennes », sur la RD 926.

Lors du vote du Budget Primitif de 2013, le 20 février dernier, l'analyse d'efficacité de ces équipements a montré essentiellement que, lorsque les usagers n'ont pas l'information donnée par le panneau pédagogique sur leur vitesse, 10 % d'entre eux roulent à plus de 70 km/h. Il est toutefois important d'alterner la présence de ces équipements sur les points d'arrêt. En effet, une implantation définitive serait préjudiciable au système.

Il a donc été décidé, au titre de l'année 2013, de déplacer les équipements existants, cette opportunité ayant été prise en compte dès le départ de l'opération. Je vous propose donc d'équiper en « socle d'accueil » les 6 sites suivants :

- commune d'Albias, lieu-dit « Les Courounets » ;
- commune de L'Honor-de-Cos, lieu-dit « Les Biarnes » ;
- commune de Monclar-de-Quercy, Chemin des Pradelles ;
- commune de Lacourt-Saint-Pierre, lieu-dit « Talicous » ;
- commune de La-Ville-Dieu-du-Temple, lieu-dit « Meauzaguel » ;
- commune de Moissac, lieu-dit « Charenton ».

A cet effet, je vous demande de bien vouloir approuver l'engagement d'une dépense de 167 € TTC qui correspond à l'acquisition de ces fournitures, les subdivisions territoriales en assurant la fixation. Je vous demande, après en avoir délibéré, de vous prononcer également sur le choix des sites proposés.

La Commission des Transports du 28 mars 2013 a émis un avis favorable sur l'ensemble de cette opération et a approuvé les sites proposés pour la mener.

III – TRANSPORT D'USAGERS SCOLAIRES A MOBILITE REDUIRE (PMR)

1°) Plusieurs familles sollicitent le remboursement de leurs frais de transport ou la prise en charge en transport adapté de leurs enfants bénéficiaires d'un taux de handicap fixé à 80 % (sans condition de scolarité) ou à un minimum de 50 % et scolarisés en CLIS (Classe d'Intégration Scolaire) ou en ULIS (Unité Localisée d'Intégration Scolaire) et déclarés inaptes par le médecin de la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées) à emprunter les transports scolaires ordinaires.

La plupart de ces enfants a pu être intégrée à des services déjà existants. Vous voudrez bien trouver présentée la liste des enfants concernés ainsi que les résultats, pour chaque service, de la mise en concurrence réalisée, conformément aux accords cadres conclus avec les entreprises (article 2-6 du cahier des charges des marchés subséquents).

Je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur la prise en charge de ces enfants. L'ensemble de ces opérations représente une **majoration de 11 178,65 € HT** pour l'année 2012-2013 de la dépense prévisionnelle théorique qui serait désormais de **561 161,00 € HT**.

A ce jour, pour un effectif de **123** élèves transportés sur le réseau de substitution, la part théorique à l'élève est arrêtée à un estimatif de **4 562, 28 € HT**.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir vous prononcer sur les conditions administratives, techniques et financières de ces dossiers.

La Commission des Transports du 28 mars 2013 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ces opérations.

2°) Dans sa séance du 17 décembre 2012, la Commission Permanente du Conseil Général a accordé le remboursement des frais de transport d'un élève, scolarisé à l'école Primaire Jean Malrieu de Montauban, à compter de la rentrée scolaire 2012-2013 sur la base d'un aller/retour par jour. La famille nous a adressé un courrier demandant la prise en charge supplémentaire d'un aller/retour car cet élève ne peut pas rester à la cantine pour cause de soins infirmiers entre 11h30 et 13h30.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées vise à assurer le maintien de l'enfant handicapé dans un cadre ordinaire de scolarité. Le règlement des transports scolaire prévoit donc la prise en charge d'un aller-retour par jour sur le réseau de substitution, de même que sur le réseau traditionnel, et par conséquent pour le remboursement des familles qui assument elles-mêmes le transport de leur enfant.

En outre, la prise en charge d'un seul aller-retour par jour impliquant une dépense pour le département de 1 273 € pour l'année scolaire, le remboursement de deux trajets supplémentaires entraînerait une majoration du même montant, soit un coût annuel de 2 546 euros.

Je vous prie de bien vouloir délibérer sur cette demande de prise en charge d'un aller/retour supplémentaire par jour.

La Commission des Transports du 28 mars 2013 a émis un avis défavorable sur cette requête s'adossant au fait que le règlement général tel que défini pour l'utilisation des transports adoptée est valable indifféremment pour le réseau traditionnel et pour le réseau de substitution, et ce, dans l'esprit de la loi susvisée de 2005.

IV – QUESTIONS DIVERSES

1. TRANSPORT A LA DEMANDE

Syndicat de Transports Collectifs du Bas Quercy Ouest

Par convention n° 2010-165 en date du 19/04/2010, le Conseil Général de Tarn-et-Garonne a délégué au Syndicat de Transports Collectifs du Bas Quercy Ouest l'organisation des services de transport à la demande au bénéfice de ses administrés.

Par délibération en date du 21 mars 2012, le Syndicat Intercommunal des Transports Collectifs du Bas Quercy a souhaité réinitialiser, à raison d'une fois par mois (le premier mercredi de chaque mois), le service à la demande à destination d' Agen et ce, à partir du 1er mai 2013.

Cette modification n'entraîne pas de consultation d'entreprises dans la mesure où ce service était prévu en option dans le marché initial conclu le 30/03/2011 avec le transporteur GERLA.

La consistance de ce service et les conditions techniques et financières de sa réalisation sont rappelées dans le projet d'avenant présenté sur lequel je vous demande de vous prononcer.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver cette opération et m'autoriser à signer l'avenant correspondant à la convention passée entre le Département et le Syndicat de Transports Collectifs du Bas Quercy Ouest.

La Commission des Transports du 28 mars 2013 a émis un avis favorable, à titre d'essai toutefois (les conventions sont caduques fin 2013), par rapport à la fréquentation de cette relation, sur l'ensemble de ce dossier.

2. Point d'information sur le dossier de Modification des rythmes scolaires dans le 1er degré

Je vous rappelle le décret n° 2013-77 en date du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires.

La réforme des rythmes scolaires entre en vigueur dès la rentrée 2013. Il est toutefois possible, pour les communes, de solliciter un report de cette organisation à la rentrée 2014.

Pour cela, les maires concernés devaient saisir le Conseil Général au plus tard le 9 mars dernier. Vous voudrez bien trouver présentée la liste des communes qui sollicitent ce report.

La plus-value financière relative à l'organisation supplémentaire de services de transport scolaire, initialement estimée à 492 000 € TTC sur le réseau « ordinaire » de transport scolaire est ainsi ramenée à 436 000 € TTC. S'agissant du réseau de transport scolaire de substitution, je vous rappelle que la plus-value attendue est de 45 000 € TTC, soit une incidence globale de **481 000 € TTC**.

Par ailleurs, le service des transports travaille actuellement avec les services de la Direction Académique sur les différentes organisations horaires de la semaine scolaire proposées par les mairies, en concertation avec les enseignants. En effet, Monsieur le Directeur Académique est amené à donner un avis sur ces demandes d'ajustements ou de dérogations à la condition qu'elles soient parfaitement compatibles avec un fonctionnement économiquement cohérent du réseau de transport scolaire.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de l'état d'avancement de ce dossier et de ses conséquences financières à ce jour sur le budget des transports scolaires.

La Commission des Transports du 28 mars 2013 a pris acte de l'ensemble du dossier.

3. Point d'information sur les dossiers d'appel d'offres pour l'acquisition de gilets rétro-réfléchissants et d'abribus (vitrés et béton)

a) Fourniture et livraison de gilets rétro-réfléchissants (marché n° 104-13)

Compte tenu du montant estimé de la prestation (20 000 € HT maximum par an), un appel d'offres a été lancé, selon la procédure adaptée prévue par l'article 28 du Code des Marchés Publics pour l'attribution d'un marché unique de fournitures à bons de commande passé pour un an, renouvelable trois fois par tacite reconduction, soit pour une durée maximale de quatre ans.

L'avis d'appel à concurrence a été envoyé le 12 février 2013 au Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (BOAMP) et publié sur le site de dématérialisation des marchés publics de la collectivité départementale.

La date limite de réception des offres était fixée au 8 mars 2013 à 16 H 30.

Quinze entreprises ont retiré des dossiers, cinq d'entre elles ont déposé leurs plis dans les délais et conditions requis.

Les plis ont été ouverts le 19 mars 2013 et il a été procédé à l'analyse des candidatures et des offres. Chaque candidat devait indiquer deux prix : l'un pour une commande initiale de 4 000 gilets, l'autre pour une commande supplémentaire par 1 000 gilets.

Vous voudrez bien trouver présentés les deux tableaux récapitulant l'ensemble des offres pondérées pour chacun des critères retenus.

La société T2S (42) est apparue la mieux disante dans les deux cas en raison d'un prix unitaire moins élevé que celui des autres candidats, en dépit d'un délai de livraison nettement plus long (14 semaines). Ce délai de livraison n'est pas susceptible de modifier l'ordre de classement en raison d'une pondération limitée à 10 % qui n'est toutefois pas jugé pénalisant dans la mesure où les besoins peuvent être anticipés.

Le marché a donc été attribué à l'entreprise T2S basée à Sorbiers dans la Loire

Je vous prie de bien vouloir prendre acte de l'ensemble de la procédure et de ses conclusions.

b) Fourniture et installation d'abribus pour le Département de Tarn-et-Garonne (marchés n° 078-13 et n° 079-13)

Compte tenu du montant estimé de la prestation (15 000 € HT maximum par an pour les abribus béton et 7 250 € HT maximum par an pour les abribus vitrés), un

appel d'offres a été lancé, selon la procédure adaptée prévue par l'article 28 du Code des Marchés Publics pour l'attribution d'un marché de fournitures à bons de commande décomposé en deux lots :

- LOT n° 1 : Abribus béton (dits « ruraux ») ;
- LOT n° 2 : Abribus vitrés (dits « urbains »).

Il s'agit de conclure un marché d'une durée de un an, renouvelable trois fois par tacite reconduction, donc d'une durée maximale de quatre ans.

L'avis d'appel à concurrence a été envoyé le 7 janvier 2013 à la Dépêche du Midi et publié sur le site de dématérialisation des marchés publics de la collectivité départementale.

La date limite de réception des offres était fixée au 8 février 2013 à 16 H 30.

Treize entreprises ont retiré des dossiers, trois d'entre elles ont déposé leurs plis dans les délais et conditions requis.

Les plis ont été ouverts le 12 février 2013 et il a été procédé à l'analyse des candidatures et des offres. Les offres ont été analysées sur la base des critères et pondérations fixés par le règlement de la consultation, à savoir : prix : 60 % ; qualités esthétiques et fonctionnelles : 30 % ; délai de livraison et de pose : 10 %.

Un seul candidat a présenté une offre pour le lot 1 (abribus béton dits « ruraux »). Il s'agit de l'entreprise BATAÏA de Montauban. Son mémoire technique fait apparaître des qualités conformes aux exigences du cahier des charges. Il a donc été proposé à M. le Président du Conseil Général de lui attribuer le marché pour la fourniture d'abribus béton au prix unitaire de 3 200 € HT.

Deux candidats ont présenté une offre pour le lot 2 (abribus vitrée dits « urbains »). L'un d'eux (société SIGNAUX GIROD CHELLE) a déposé une offre sans signer son acte d'engagement. Elle a donc été rejetée conformément à l'article 35-I-1 du Code des Marchés Publics. Un seul candidat a donc présenté une offre régulière pour ce lot 2. Il s'agit de l'entreprise LACROIX SIGNALISATION de Loire-Atlantique (44). Il est donc proposé de lui attribuer le marché pour la fourniture d'abribus vitrés au prix unitaire de 3 341,63 € HT.

Vous voudrez bien trouver présenté le tableau récapitulatif de l'ensemble des offres pondérées pour chacun des critères retenus.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver l'ensemble de la procédure et ses conclusions.

La Commission des Transports du 28 mars 2013 a émis un avis favorable sur l'ensemble de ce dossier.

4. Appel d'offres 2013 pour la mise en concurrence de services de transport

L'Assemblée délibérante, au cours de l'adoption de la Décision Modificative n°2 du 15 novembre 2012, a autorisé la mise en concurrence de 4 services à titre principal scolaire et d'un 1 service régulier ordinaire répartis en 5 lots dont les contrats arrivaient à échéance.

Il avait été précisé que la liste et les caractéristiques de ces services pouvaient être amenées à changer d'ici le lancement de la procédure en fonction des besoins (nombre et localisation des effectifs, sécurité et pertinence des itinéraires...).

C'est ainsi que, suite à une hausse sensible des effectifs sur les services à titre principal scolaire n°09-09 « RPI Brassac-Fauroux-St Nazaire de Valentane » et 12-07 « Parisot – Caussade Lycée », il a été nécessaire d'affecter des véhicules de plus grande capacité, ce qui a engendré une hausse des montants prévisionnels des marchés et a bouleversé l'économie globale de ces derniers.

La Commission d'Appel d'Offres en date du 17 décembre 2012 a délibéré sur ces dépassements de seuil et décidé de dénoncer les marchés correspondants et de remettre en concurrence ces services.

Ce sont donc finalement 6 services à titre principal scolaire et 1 service régulier ordinaire répartis en 7 lots qui ont été mis en concurrence.

Un appel d'offres ouvert a été lancé en vertu des articles 33 et 57 et 59 du code des marchés publics.

Les entreprises dont les contrats arrivaient à échéance (ou celles dont les marchés ont été dénoncés) ont été prévenues par lettre en date du 15 janvier 2013.

Un avis d'appel public a été adressé au JOUE et au BOAMP le 24 janvier 2013 (publié le 26 janvier), à la revue Bus et Cars (publié le 1er février) et à la Dépêche du Midi (publié le 28 janvier). Il a également fait l'objet d'une publication le 24 janvier 2013 sur le site Internet du Conseil Général.

La date limite de dépôt des plis avait été fixée au 8 mars 2013 à 16H30.

Chaque entreprise devait fournir, à l'appui de sa candidature, les documents suivants :

- DC1
- DC2
- copie certifiée conforme de licence communautaire ou de transport intérieur
- le ou les actes d'engagement complétés et signés
- le ou les bordereaux de prix complétés et signés
- les attestations d'assurance de l'entreprise (responsabilité civile et flotte)
- les cartes grise et violette ou les certificats d'immatriculation, le cas échéant, des véhicules affectés aux différents services sur lesquels une proposition est formulée.

9 entreprises ont déposé une offre. Aucune offre dématérialisée n'a été enregistrée. L'ouverture des plis, effectuée à partir du 19 mars 2013, a permis de déclarer l'intégralité des candidatures recevables. Vous voudrez bien trouver, en **annexe 5**, la liste des candidats et le tableau des pièces justificatives adressées.

Les offres ont été analysées. Il est ressorti que l'une d'elles était irrégulière et donc irrecevable.

En effet, l'entreprise GAUCHY a soumissionné avec un véhicule d'une capacité supérieure à celle autorisée dans l'annexe technique et dans le bordereau de prix (routes non carrossables pour un tel véhicule) pour le service n° 08-04 « Caylus – Caylus Ecoles ».

La notation de chaque offre a permis d'établir une proposition de classement pour chaque lot. Vous voudrez bien trouver présentée l'analyse des offres et le classement pour chacun des 7 lots remis en concurrence.

Je vous rappelle que ce classement a été effectué en fonction des critères de sélection énumérés et hiérarchisés par le Règlement de la consultation porté à la connaissance de chaque candidat.

Ainsi, l'offre économiquement la plus avantageuse a été appréciée selon l'évaluation de critères pondérés de la manière suivante :

1°) Prix des prestations : 75%

Le candidat qui a présenté l'offre la plus basse s'est vu attribuer la totalité des points, soit 75 points. Sa proposition est devenue la référence.

Les candidats suivants ont été notés proportionnellement à la proposition du candidat référent.

Exemple :

- proposition de prix de l'entreprise X : 77 euros
- proposition de prix de l'entreprise Y : 88 euros
- proposition de prix de l'entreprise Z : 105 euros

note de l'entreprise X = 75 pts

note de l'entreprise Y = prix de X ÷ prix de Y x 75 = 77 ÷ 88 x 75 = 65,63 pts

note de l'entreprise Z = prix de X ÷ prix de Z x 75 = 77 ÷ 105 x 75 = 55 pts

2°) Valeur technique de l'offre : 25 % décomposés comme suit :

a/ 10 points selon l'âge du véhicule apprécié à la date de la rentrée scolaire 2013 (3 septembre 2013) conformément au calendrier arrêté par les services de la Direction Académique des services de l'Education Nationale de Tarn-et-Garonne

Age des véhicules	1ère mise en circulation	Nombre de points
Véhicule -1 an	Postérieure à la rentrée scolaire 2012	10 points
Véhicule -2 ans	Postérieure à la rentrée scolaire 2011	9,5 points
Véhicule -3 ans	Postérieure à la rentrée scolaire 2010	9 points
Véhicule -4 ans	Postérieure à la rentrée scolaire 2009	8,5 points
Véhicule -5 ans	Postérieure à la rentrée scolaire 2008	8 points
Véhicule -6 ans	Postérieure à la rentrée scolaire 2007	7,5 points
Véhicule -7 ans	Postérieure à la rentrée scolaire 2006	7 points
Véhicule -8 ans	Postérieure à la rentrée scolaire 2005	6,5 points
Véhicule -9 ans	Postérieure à la rentrée scolaire 2004	6 points
Véhicule -10 ans	Postérieure à la rentrée scolaire 2003	5,5 points
Véhicule -11 ans	Postérieure à la rentrée scolaire 2002	5 points
Véhicule -12 ans	Postérieure à la rentrée scolaire 2001	4,5 points
Véhicule -13 ans	Postérieure à la rentrée scolaire 2000	4 points
Véhicule -14 ans	Postérieure à la rentrée scolaire 1999	3,5 points

Il avait été exigé que les véhicules mis en œuvre soient obligatoirement équipés de ceintures de sécurité.

De fait, ces derniers doivent avoir été mis en circulation à compter d'octobre 1999.

Si plusieurs véhicules sont nécessaires à l'exécution du service, une moyenne des notes attribuées à chaque véhicule a été effectuée.

B/ 7 points selon le délai de réactivité en cas de défaillance technique

Ce critère prend en compte le délai et les moyens de réactivité du candidat en cas de défaillance technique (panne de véhicule...).

Le candidat devait préciser l'adresse exacte de l'établissement principal et (ou) secondaire, équipé en moyens de remplacement (véhicules) et (ou) disposant de moyens de dépannage (atelier, garage..).

Un justificatif devait obligatoirement être fourni.

Ainsi, est pris en compte le délai séparant l'adresse proposée par le candidat (établissement principal ou secondaire accompagné du ou des numéros SIRET) du lieu de départ du service aller (le matin) tel que prévu au Plan Départemental des Transports.

Le calcul du temps de réactivité s'adosse aux données établies par le site Internet www.viamichelin.fr (« itinéraire le plus rapide ») :

Délai de réactivité entre l'établissement de « dépannage » et le lieu de départ du service	Nombre de points
Moins de 15 minutes	7 points
Entre 15 et 30 minutes	3,5 points
Plus de 30 minutes	0 point

C/ 3 points pour la norme environnementale du véhicule (selon norme EURO du moteur)

Norme	Date de 1ère mise en circulation du (des) véhicule(s)	Nombre de points
EURO 2	01/10/96	1,5 points
EURO 3	01/10/01	2 points
EURO 4	01/10/06	2,5 points
EURO 5	01/10/09	3 points

D/ 3 points pour l'affectation d'un véhicule équipé pour le transport des PMR :

- Véhicule déjà équipé : 3 points

- Véhicule pré-disposé : 2 points
- Véhicule non équipé : 0 point

Le candidat devait obligatoirement fournir un justificatif.

E/ 2 points pour l'adhésion à une « démarche qualité » :

- fourniture de l'attestation d'un organisme : 2 points
- pas d'attestation : 0 point

L'entreprise devait obligatoirement fournir un justificatif d'un organisme certificateur, tierce personne, accrédité dans le cadre d'un certificat de produit incluant l'assurance de la qualité de service (Norme ISO, AFNOR...) ou d'un certificat de conformité à l'éco-label français NF Environnement ou européen.

S'agissant de la durée des marchés, l'Assemblée Départementale a décidé de reconduire la durée de 7 ans si le véhicule est âgé de moins de 3 ans à la prochaine rentrée scolaire et de 4 ans si le véhicule est âgé de plus de 3 ans à la prochaine rentrée scolaire.

En cas de mise en œuvre de plusieurs véhicules, la durée du marché tiendra compte de l'âge du véhicule le plus ancien.

Pour information, il ressort de ce premier travail d'analyse :

- 1°) une baisse significative des coûts journaliers cumulés : -7,46% ;
- 2°) un changement de titulaire pour 3 lots sur 7 ;
- 3°) la mise en œuvre de véhicules neufs ou de moins de 3 ans pour l'ensemble des lots.

Au vu de l'ensemble des éléments qui précèdent, la Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 8 avril 2013 et a procédé à l'attribution de chacun de ces services.

Je vous demande, après en avoir délibéré, de bien vouloir approuver l'ensemble de la procédure ainsi que ses conclusions et m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, les marchés correspondants.

5. Exécution d'une rotation supplémentaire pour l'école et le collège Sainte-Agnès de Montaigu-de-Quercy sur les services 05-05 « Montaigne-de-Quercy-Montaigu-de-Quercy », 05-06 « Touffailles-Montaigu-de-Quercy » et 05-10 « Roquecor-Montaigu-de-Quercy »

Par arrêté du 8 octobre 2012, Monsieur le Recteur d'Académie a fixé les dates auxquelles les élèves des 1^{er} et 2nd degrés relevant de sa compétence devraient récupérer la journée supplémentaire octroyée pendant les vacances de Toussaint.

Il a ainsi été décidé que la journée du mercredi 3 avril 2013 serait « travaillée » toute la journée pour l'ensemble des élèves et que celle du mercredi 22 mai serait « travaillée » toute la journée uniquement pour le second degré.

Ainsi a été établi le calendrier scolaire sur la base duquel sont organisés les services de transport vers et depuis les établissements.

Il est bien entendu que ces instructions s'appliquaient aux établissements publics. Les établissements privés adoptent en général le même fonctionnement. A défaut, ils n'ont pas de services de transport scolaire.

Pour le mercredi 3 avril dernier, les services de transport scolaire étaient donc organisés le matin et le soir.

Or, ce jour-là, Monsieur le Directeur de l'établissement privé Ste-Agnès de Montaigne-de-Quercy a signalé qu'il n'avait pas prévu l'absence de transport scolaire pour ses élèves à midi.

Afin de ne pas pénaliser les enfants (une quarantaine) qui ne pouvaient rejoindre leur domicile, j'ai sollicité le transporteur Combedouzou, attributaire des services concernés, afin d'exécuter les acheminements.

La dépense correspondante aux trois rotations supplémentaires est égale à 360,80 € HT (386,06 TTC). Compte tenu de la situation, Monsieur le Directeur de l'établissement Ste-Agnès a prévu de prendre à sa charge la moitié du coût, soit 180,40 € HT (193,03 € TTC). Le coût, pour le Département, est donc de 180,40 € HT (193,03 € TTC).

Je vous prie de bien vouloir approuver, à titre de régularisation, les conditions administratives, techniques et financières de cette opération inopinée qui donnera lieu à un avenant aux marchés correspondants que je vous demande de m'autoriser à signer au nom et pour le compte du Département.

INCIDENCE FINANCIERE

Fonctionnement :

Service à titre principal scolaire

Dépense à imputer à :

Article 62451 – S/Fonction 81..... + 193,03 €
IV) 5°) : + 193,03 € TTC

Transport enfants handicapés

Dépense prévisionnelle à imputer à :

Article 624510 – S/Fonction 81..... + 11 961,16 €
III) : + 11 961,16 € TTC

Gilets rétro-réfléchissants

Dépense à imputer à :

Article 60628 – S/Fonction 81..... + 11 900,20 €
IV) 3°) a) : 11 900,20 € TTC

Total dépenses de fonctionnement : + 24 054,39 €

Investissement :

Acquisition d'abribus

Dépense à imputer à :

Article 21318 – S/Fonction 81..... + 7 823,79 €
II) 1°) : 3 996,59 € TTC ; 2°) : 3 827,20 € TTC ;

Signalisations verticales (panneaux)

Dépense à imputer à :

Article 2152 – S/Fonction 621..... + 1 327,00 €
II) 1°) : 580 € TTC ; 2°) : 580 € TTC ; 3°) : 167 € TTC

Total dépenses d'investissement : + 9 150,79 €

TOTAL GENERAL SERVICE + 33 205,18 €

Je vous demanderais de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ce rapport.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil Général du 21 avril 2011 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Vu l'avis de la commission transports réunie le 28 mars 2013,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

I – CREATION, RESTRUCTURATION OU MODIFICATION DE SERVICES

1. Proposition de création du service à titre principal scolaire n° 01-18 « Bourret « Les Gourdis »-Beaumont-de-Lomagne » jumelé au service n° 01-19 « Gimat-RPI Faudoas-Le Cause »

- Approuve les conditions administratives, techniques et financières de cette opération ;
- Approuve à cet effet le lancement d'un appel d'offres selon les termes de l'article 28 du Code des Marchés relatif à la procédure adaptée et ce, afin d'attribuer ces services à l'échéance de la rentrée 2013 pour la durée de l'année scolaire 2013-2014 ;

2. Modification du service à titre principal scolaire n° 05-27 « Montbarla-Ecole de Lauzerte » exploité par l'entreprise Bas Quercy Auto

- Approuve les conditions administratives et techniques de cette opération ;

II – PLAN D'AMENAGEMENT, DE SIGNALISATION ET DE SECURISATION DES ARRETS DU RESEAU DEPARTEMENTAL DE TRANSPORT INTERURBAIN – ANNEE 2012-

1. Demande d'acquisition et d'implantation d'un abribus urbain sur la commune de Verfeil-sur-Sèye, au centre-bourg

- Approuve les conditions administratives, techniques et financières de l'opération susvisée telle que présentées ;

- Précise que le montant global de l'opération s'élève à 4 576,59 € TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département l'avenant à la convention existante ;

2. Demande d'acquisition et d'implantation d'un abribus urbain sur la commune de Goudourville, au Hameau de Lalande

- Approuve les conditions administratives, techniques et financières de l'opération susvisée telle que présentées ;
- Précise que le montant global de l'opération s'élève à 4 407,20 € TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département l'avenant à la convention existante ;

3. Aménagement et sécurisation des panneaux radars lumineux

- Décide d'équiper en « socle d'accueil » les 6 sites suivants :
 - commune d'Albias, lieu-dit « Les Courounets » ;
 - commune de L'Honor-de-Cos, lieu-dit « Les Biarnes » ;
 - commune de Monclar-de-Quercy, Chemin des Pradelles ;
 - commune de Lacourt-Saint-Pierre, lieu-dit « Talicous » ;
 - commune de La-Ville-Dieu-du-Temple, lieu-dit « Meauzaguel » ;
 - commune de Moissac, lieu-dit « Charenton ».
- Approuve à cet effet l'engagement d'une dépense de 167 € TTC qui correspond à l'acquisition de ces fournitures, les subdivisions territoriales en assurant la fixation ;

III – TRANSPORT D'USAGERS SCOLAIRES A MOBILITE REDUIRE (PMR)

- Approuve les conditions administratives, techniques et financières des dossiers instruits pour l'année 2012-2013, représentant à ce jour 123 élèves transportés par le réseau de substitution ;
- Se prononce défavorablement sur la demande de prise en charge d'un aller/retour supplémentaire par jour pour un élève, s'adossant au fait que le règlement général tel que défini pour l'utilisation des transports adoptée, est valable indifféremment pour le réseau traditionnel et pour le réseau de substitution, et ce, dans l'esprit de la loi susvisée de 2005 ;

IV – QUESTIONS DIVERSES

1. TRANSPORT A LA DEMANDE

Syndicat de Transports Collectifs du Bas Quercy Ouest – réinitialisation à raison d'une fois par mois du service à la demande à destination d'Agen à partir du 1er mai 2013

- Approuve les conditions administratives, techniques et financières de l'avenant à la convention n° 2010-165 passée entre le Conseil Général et le syndicat de Transports collectifs du Bas Quercy Ouest ;
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département l'avenant correspondant ;
- Précise que cette opération se fera à titre d'essai compte tenu de la fréquentation de cette relation ;

2. Point d'information sur le dossier de Modification des rythmes scolaires dans le 1er degré

- Prend acte de l'état d'avancement de ce dossier et de ses conséquences financières sur le budget des transports scolaires ;

3. Point d'information sur les dossiers d'appel d'offres pour l'acquisition de gilets rétro-réfléchissants et d'abribus (vitrés et béton)

a) Fourniture et livraison de gilets rétro-réfléchissants (marché n° 104-13)

- Approuve l'ensemble de la procédure et ses conclusions : attribution du marché à l'entreprise T2S à Sorbier dans la Loire lors de la CAO du 19 mars 2013 ;

b) Fourniture et installation d'abribus pour le Département de Tarn-et-Garonne (marchés n° 078-13 et n° 079-13)

- Approuve l'ensemble de la procédure et ses conclusions : attribution des marchés suivants lors de la CAO du 12 février 2013 :
 - Lot n° 1 : Abribus béton (dits « ruraux ») à l'entreprise Battaïa de Montauban
 - Lot n° 2 : Abribus vitrés (dits « urbains ») à l'entreprise Lacroix Signalisation (44)

4. Appel d'offres 2013 pour la mise en concurrence de services de transport

- Approuve l'ensemble de la procédure ainsi que ses conclusions : attribution par CAO du 8 avril 2013 des marchés pour 6 services à titre principal scolaire et 1 service régulier ordinaire répartis en 7 lots ;
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département les marchés correspondants ;

5. Exécution d'une rotation supplémentaire pour l'école et le collège Sainte-Agnès de Montaigu-de-Quercy sur les services 05-05 « Montaigu-de-Quercy-Montaigu-de-Quercy », 05-06 « Touffailles-Montaigu-de-Quercy » et 05-10 « Roquecor-Montaigu-de-Quercy »

- Approuve à titre de régularisation les conditions administratives, techniques et financières de cette opération inopinée qui donnera lieu à un avenant aux marchés correspondants ;
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département cet avenant.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,